



Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. générale
31 janvier 2012
Français
Original: anglais

Groupe d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption

Troisième session

Vienne, 18-22 juin 2012

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption

Résumés analytiques

Note du Secrétariat

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
II. Résumés analytiques	2
Jordanie	2
Sao Tomé-et-Principe	14

* CAC/COSP/IRG/2012/1.



II. Résumés analytiques

Jordanie

Système juridique

La Jordanie a signé la Convention des Nations Unies contre la corruption le 9 décembre 2003 et l'a ratifiée le 24 février 2005. La loi d'application de la Convention – loi n° 28 de 2004 – a été adoptée par le Parlement le 8 juin 2004 et publiée au Journal officiel le 1^{er} août 2004. Elle dispose que la Convention est valide et produit des effets pour l'ensemble des objectifs qui y sont poursuivis et que le Premier ministre et les ministres sont responsables de l'application de ses dispositions.

Conclusions générales

Les principaux piliers du cadre juridique mis en place par la Jordanie pour lutter contre la corruption sont le Code pénal et les lois relatives à la lutte anticorruption, à la lutte antiblanchiment d'argent, au droit d'accès à l'information, aux infractions économiques, au médiateur et à la divulgation de l'information financière.

La Jordanie a également mis en place un cadre institutionnel afin de faire face aux problèmes posés par la corruption. Plusieurs agences spécialisées sont investies de mandats ad hoc, notamment la Commission anticorruption, le Bureau de l'audit, la Commission nationale des valeurs mobilières, le Bureau du médiateur, le Département pour la divulgation de l'information financière, l'Unité de lutte contre le blanchiment d'argent, les corps d'inspecteurs (organes de contrôle interne dans chaque ministère), les ministères de la justice et de l'intérieur, le Conseil judiciaire, la Direction générale de la sécurité et le Bureau du Procureur général.

La Commission anticorruption, créée en 2007, est chargée de coordonner et mettre en place une politique globale de prévention et de lutte contre la corruption dans les secteurs public et privé. Elle est devenue opérationnelle en 2008.

Les travaux de cette commission s'inscrivent dans la Stratégie nationale de lutte contre la corruption (2008-2012) qui s'articule autour de six objectifs principaux: renforcement des capacités de la Commission, prévention de la corruption, éducation, formation et sensibilisation du public, détection et répression, coordination des actions de lutte contre la corruption et coopération internationale.

L'équipe d'examineurs a mis en lumière un certain nombre de bonnes pratiques à savoir, entre autres, l'élaboration d'une stratégie générale de lutte contre la corruption et la séparation entre le Ministère public et le Ministère de la justice, garantie d'un haut niveau d'indépendance en matière de poursuites judiciaires.

L'examen a également mis en évidence un certain nombre de défis à relever, notamment l'amélioration de la coordination entre les organismes nationaux pour l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption. Il serait aussi nécessaire d'appliquer systématiquement les dispositions de la Convention en ayant recours à des mesures administratives et législatives, selon que de besoin. Enfin, la Jordanie a indiqué avoir besoin d'une assistance technique dans des domaines tels que la rédaction de textes législatifs, les enquêtes conjointes et le renforcement général des capacités.

Incrimination, détection et répression

Incrimination

La Jordanie a adopté des mesures législatives pour incriminer la corruption des agents publics tant active que passive. L'expression "agent public" est définie en termes généraux à l'article 2 de la loi relative aux infractions économiques.

Les examinateurs ont pris note de la jurisprudence pertinente de la Cour de Cassation sur ce point et ont fait observer qu'une définition plus précise de l'expression "fonctions officielles", dans la législation ou la jurisprudence, faciliterait la poursuite efficace de l'infraction. Une alternative possible consisterait à développer une jurisprudence homogène afin de préciser si les actes de l'agent public doivent entrer dans le champ de ses fonctions ou s'il suffit qu'un lien soit établi entre l'agent et ses actes.

Les autorités jordaniennes ont indiqué que l'article 16 de la Convention des Nations Unies contre la corruption n'était pas appliqué dans l'ordre juridique interne, puisque l'incrimination de la corruption d'agents publics étrangers et de fonctionnaires des organisations internationales publiques est contraire aux immunités conférées à ces derniers par la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies de 1946 à laquelle la Jordanie est partie depuis le 1^{er} juin 2008. L'équipe d'examinateurs a été d'avis, toutefois, que la Jordanie pouvait appliquer au moins le premier paragraphe de l'article 16 relatif à la corruption active de ces agents par des ressortissants et des résidents ne bénéficiant pas de l'immunité diplomatique. À un stade ultérieur du processus d'examen (septembre 2011), les autorités jordaniennes ont mentionné le nouvel amendement de la loi sur la Commission anticorruption, qui était encore à l'examen au Parlement et qui prévoyait l'incrimination de la corruption tant active que passive des agents publics étrangers, y compris les fonctionnaires des organisations internationales, à moins qu'ils ne bénéficient d'une immunité diplomatique. À ce propos, et eu égard à l'article 16-2 de la Convention des Nations Unies contre la corruption, les autorités jordaniennes ont demandé, dans l'hypothèse où l'amendement ne serait pas voté, à bénéficier d'une assistance technique sous la forme d'une synthèse des bonnes pratiques et des enseignements tirés et pour la rédaction de textes législatifs.

Selon les conclusions des examinateurs, la section 422 du Code pénal reproduit tous les critères de l'article 17 de la Convention des Nations Unies contre la corruption (soustraction, détournement ou autre usage illicite de biens par un agent public). Étant donné qu'en vertu de cette même section "toute personne" peut être l'auteur de ces infractions, tous les critères énoncés à l'article 22 de la Convention des Nations Unies contre la corruption (soustraction de biens dans le secteur privé) se trouvent également respectés.

La Jordanie a signalé que la même combinaison de dispositions législatives était utilisée pour incriminer la corruption et le trafic d'influence dans leurs formes tant actives que passives. Les examinateurs, tout en reconnaissant le caractère facultatif de l'article 18 de la Convention des Nations Unies contre la corruption, ont noté avec inquiétude le défaut de distinction de fond entre les deux infractions dans le droit interne.

S'agissant de l'incorporation dans le droit interne de l'article 19 de la Convention des Nations Unies contre la corruption (Abus de fonctions), la loi jordanienne est

formulée en termes généraux puisqu'elle ne compte pas l'"avantage indu" parmi les éléments constitutifs de l'infraction.

La Jordanie a confirmé l'incrimination de l'enrichissement illicite par le biais de l'article 6 de la loi de 2006 relative à la divulgation de l'information financière, qui arrête des critères pour la déclaration de patrimoine et des sanctions en cas de défaut de déclaration. La loi prévoit la confiscation des avoirs illicites. Elle ne prévoit pas de limite de durée pour la conservation des dossiers sur les avoirs déclarés mais il a été proposé de limiter cette conservation à cinq ans.

Il incombe au Département pour la divulgation de l'information financière, situé au sein du Ministère de la justice, de s'assurer que les agents publics effectuent leurs déclarations de patrimoine. Lors de la visite des examinateurs, les autorités jordaniennes ont souligné que bien que le cycle d'examen actuel de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption ne couvre pas cette question, une assistance technique serait nécessaire pour rédiger de nouveaux textes législatifs conférant au Département les pouvoirs de vérifier les informations contenues dans les déclarations de patrimoine.

L'équipe d'examineurs a noté que la législation jordanienne, en particulier les articles 171 et 173 du Code pénal, n'avait pas complètement couvert les actes de corruption dans le secteur privé, parce que l'expression "toute personne" employée à l'article 170 du Code pénal avait une signification restreinte. À un stade ultérieur du processus d'examen (septembre 2011), les autorités jordaniennes ont mentionné que le nouvel amendement de la loi sur la Commission anticorruption qui était encore à l'examen au Parlement, prévoyait l'incrimination de la corruption dans le secteur privé.

La législation antiblanchiment d'argent de 2007 a été amendée en mai 2010 afin de combler les lacunes observées dans le régime national de lutte contre le blanchiment d'argent et assurer l'autonomie administrative et financière du Service jordanien de renseignement financier. La législation antiblanchiment d'argent prévoit un large éventail d'infractions principales.

La législation jordanienne incrimine des actes qui nuisent à la bonne et juste administration de la justice (infractions contre l'administration judiciaire et contre le bon fonctionnement de la justice), mais sans paraître répondre complètement et précisément aux critères énoncés à l'article 25 de la Convention des Nations Unies contre la corruption pour qualifier d'infractions pénales de nombreux comportements spécifiques constitutifs d'une entrave au bon fonctionnement de la justice.

Bien que reconnaissant les efforts considérables consentis par la Jordanie pour mettre son système juridique national en conformité avec les dispositions de la Convention des Nations Unies contre la corruption relatives à l'incrimination, les examinateurs ont noté toute une série de lacunes et/ou de raisons qui justifieraient des améliorations supplémentaires et ont attiré l'attention des autorités jordaniennes compétentes sur les questions suivantes:

- Nécessité d'interpréter les infractions de corruption active et passive des agents publics nationaux de manière à donner une définition plus précise des "fonctions officielles de ces agents". Pour que les poursuites puissent être menées à bien, il faudrait développer une jurisprudence homogène

qui précise si les actes de l'agent public doivent entrer dans le champ de ses fonctions ou s'il suffit qu'un lien soit établi entre l'agent et ses actes;

- Nécessité de poursuivre les efforts consentis et de finaliser les travaux en cours destinés à garantir une transposition et une application effectives dans le droit interne de la disposition impérative qu'est l'article 16-1 de la Convention des Nations Unies contre la corruption concernant l'incrimination de la corruption active des agents publics étrangers;
- Nécessité de poursuivre les efforts visant à finaliser la mise à jour de la législation pour incriminer les actes de corruption dans le secteur privé, conformément à l'article 21 de la Convention des Nations Unies contre la corruption afin de couvrir les sociétés de capitaux privées et publiques qui n'ont pas accès à des fonds publics;
- Nécessité d'envisager l'incrimination de la soustraction/du détournement de biens conformément à l'article 22 de la Convention des Nations Unies contre la corruption en élargissant la portée de la législation existante à toutes les subdivisions des entités privées;
- Nécessité de poursuivre les efforts visant à finaliser la mise à jour de la législation en vue d'incriminer la corruption passive des agents publics étrangers et des fonctionnaires des organisations internationales publiques;
- Nécessité d'incriminer l'entrave au bon fonctionnement de la justice par le biais de dispositions pénales ad hoc en totale conformité avec les exigences de l'article 25 de la Convention des Nations Unies contre la corruption;
- Nécessité d'envisager la possibilité d'incriminer le trafic d'influence en tant qu'acte autonome lié à la corruption mais distinct de l'infraction de corruption.

Détection et répression

Les sanctions applicables aux personnes qui ont commis des infractions liées à la corruption semblent être suffisamment dissuasives étant donnée la peine maximale applicable. Les autorités jordaniennes ont précisé que le Code pénal définit l'expression "emprisonnement temporaire" comme une peine d'une durée de 3 à 20 ans, à moins qu'un autre article du même Code n'en dispose autrement. De manière générale, la législation nationale a été jugée conforme à l'article 29 de la Convention des Nations Unies contre la corruption relatif à la prescription.

La Jordanie a choisi de mettre en place un cadre juridique pour la création d'un régime de responsabilité pénale des personnes morales participant à la commission d'infractions visées par la Convention des Nations Unies contre la corruption. Les sanctions prévues sont notamment des amendes ainsi que la suspension ou la dissolution de la personne morale. Aucune distinction n'est faite entre les personnes physiques et les personnes morales en matière de responsabilité civile du fait des dommages causés à un tiers.

La Commission anticorruption peut enquêter sur toute affaire de corruption de sa propre initiative ou sur la base d'informations qui lui ont été communiquées. Elle a

également le droit de saisir des biens ainsi que d'imposer des interdictions de voyager et une suspension d'emploi sans solde. Il convient de relever que, bien qu'opérationnelle depuis 2008 seulement, elle a examiné 465 affaires au cours des dix premiers mois de 2008 et en a transféré 82 aux tribunaux ou à d'autres institutions compétentes. Elle a examiné 834 affaires en 2009 et 890 en 2010.

En outre, la Direction générale de la sécurité est chargée de la prévention, des enquêtes, de l'appréhension et de la poursuite des infractions, y compris des infractions liées à la corruption. Elle coopère avec la Commission anticorruption en cas d'enquêtes et de poursuites relatives à des actes de corruption. Afin de remplir ses fonctions de manière efficace, elle a régulièrement recours à des techniques d'investigation spéciales telles que la surveillance et les analyses criminalistiques et fournit des preuves à la Commission anticorruption sur demande. En 2010, elle a partagé dix rapports avec cette commission.

L'article 97 de la Constitution garantit l'indépendance du pouvoir judiciaire. Bien que le Roi ait à approuver la nomination et la révocation des juges, dans la pratique ces derniers sont indépendants du Gouvernement et ne sont supervisés que par le Conseil judiciaire et la Direction de l'inspection judiciaire. À un stade ultérieur du processus d'examen (septembre 2011), les autorités jordaniennes ont mentionné un nouvel amendement apporté à la Constitution dans le but d'accroître l'indépendance du pouvoir judiciaire. Il sera suivi à cet effet d'un ensemble de textes législatifs portant amendement de la loi actuelle sur l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Le mandat du Conseil judiciaire comporte la nomination, la promotion, la mutation, et la discipline des agents du système judiciaire. Aucun juge n'est désigné pour traiter les affaires de corruption et les juges ne bénéficient actuellement d'aucune formation particulière sur les questions de lutte anticorruption. Bien qu'ils jouissent d'une immunité, le Conseil judiciaire a le droit de lever cette immunité et de renvoyer tout juge devant le Procureur général, s'il l'estime nécessaire. Cela ne s'est pas encore produit. Le Conseil judiciaire a le droit de révoquer un agent du système judiciaire dans les trois ans suivant sa nomination si cet agent est condamné pour une infraction commise avant son entrée en fonctions.

Le Ministère public supervise les autorités chargées des poursuites et, en matière de corruption, détache des procureurs auprès de la Commission anticorruption. La supervision du Ministère de la justice est purement administrative, n'intervient donc pas dans le domaine des poursuites. Il existe un code de conduite qui s'applique aussi bien aux juges qu'aux procureurs, qui sont également soumis aux mêmes conditions d'emploi.

La Jordanie a mis en place un régime national adéquat pour le gel, la saisie et la confiscation d'avoirs provenant des infractions de corruption. Il n'y a aucun cadre juridique pour la confiscation non fondée sur une condamnation. Toute victime d'une infraction peut engager une action en confiscation civile. Lorsqu'un prévenu s'est enfui, le tribunal peut confisquer des avoirs sans condamnation. Le nouvel amendement de la loi sur la Commission anticorruption, encore à l'examen au Parlement, prévoit que le tribunal peut continuer à juger une affaire afin de confisquer des avoirs provenant d'infractions de corruption même si les poursuites au pénal ont été abandonnées ou si la peine a été levée. La législation nationale prévoit également des saisies provisoires d'avoirs qui sont effectuées par la Direction générale de la sécurité dans le cadre de la procédure judiciaire.

Bien qu'il existe une procédure administrative protégeant les dénonciateurs, il est nécessaire d'adopter une loi spéciale sur la protection des témoins, experts et informateurs. À un stade ultérieur du processus d'examen (septembre 2011), les autorités jordaniennes ont mentionné que le nouvel amendement de la loi sur la Commission anticorruption, qui était encore à l'examen au Parlement, prévoyait quatre dispositions sur la protection des témoins, experts et informateurs conformément aux exigences de la Convention des Nations Unies contre la corruption.

À cet égard, les autorités jordaniennes ont souligné les difficultés suivantes: faible coordination entre organismes; capacités limitées en termes de ressources humaines et d'infrastructure institutionnelle; connaissance limitée des programmes les plus récents et des pratiques concernant la protection des témoins et des experts; et ressources financières limitées pour l'application.

La Jordanie a en outre indiqué que les formes d'assistance technique suivantes l'aideraient à améliorer la protection des témoins, des experts et des informateurs: synthèse des bonnes pratiques et des enseignements tirés; conseils juridiques pour l'élaboration des normes et des règlements nécessaires à l'application des dispositions législatives pertinentes; renforcement des capacités des autorités chargées de mettre en place et de gérer les programmes de protection; et assistance sur place par des experts spécialisés. Aucune assistance de ce genre n'a été fournie à ce jour.

La législation nationale permet aux personnes qui ont subi un préjudice du fait d'un acte de corruption d'engager une action en justice devant une juridiction civile afin d'obtenir réparation. Il s'agit d'un principe général qui s'applique aussi bien à la corruption qu'aux autres affaires, puisque toute personne ayant subi un préjudice du fait d'une infraction pénale a la possibilité soit de joindre une action civile à l'action pénale engagée devant la juridiction pénale, soit de déposer une requête distincte au civil. Toutefois, le prévenu peut demander à la juridiction civile d'ajourner la procédure jusqu'à ce qu'un jugement définitif soit rendu par la juridiction pénale.

Il n'y a pas encore de cadre juridique pour le "plaider-coupable" en Jordanie, mais une atténuation de la peine peut être négociée selon les circonstances. Le nouvel amendement de la loi sur la Commission anticorruption, encore à l'examen au Parlement, prévoit une réduction de deux tiers de la peine pour ceux qui communiquent, au cours de l'enquête, des informations ou des éléments de preuve menant au recouvrement du produit des infractions liées à la corruption. En outre, si ces informations ou éléments de preuve sont communiqués à la Commission anticorruption avant la découverte de l'affaire de corruption, la rémission totale de la peine pourrait être accordée.

La Jordanie n'a pas conclu d'accords ni d'arrangements avec d'autres États pour permettre de proposer une atténuation de la sanction ou une immunité de poursuites en échange d'une coopération étroite concernant une infraction de corruption. En l'absence d'accords juridiques bilatéraux ou multilatéraux, une coopération est fournie conformément aux règles de la courtoisie internationale. Une assistance technique sous forme d'une synthèse des bonnes pratiques et des enseignements tirés aiderait la Jordanie à appliquer l'article 37-5 de la Convention des Nations Unies contre la corruption.

Dans le domaine de la coopération entre organismes aux fins des enquêtes et des poursuites pour les infractions de corruption, un certain nombre de mémorandums d'accord ont été signés entre les autorités compétentes. Un mémorandum d'accord a été signé entre la Commission anticorruption et le Bureau de l'audit, organisme indépendant créé par la Constitution et dont le mandat – principalement préventif – est de contrôler les recettes et les dépenses ainsi que les comptes publics de l'État et d'assurer la conformité avec la réglementation financière. Cependant, les transactions suspectes découvertes au cours d'un audit ne sont pas tout de suite signalées à la Commission anticorruption; elles sont d'abord signalées au ministre à la tête du ministère concerné et au Ministre des finances qui mettent en place une commission d'enquête conjointe.

La coopération et l'échange d'informations entre organismes aux fins des enquêtes et des poursuites pour les infractions de blanchiment d'argent, en particulier, sont encouragés par le biais de l'Unité de lutte contre le blanchiment d'argent (Service de renseignement financier). L'évaluation par les examinateurs des efforts faits par la Jordanie pour lutter contre le blanchiment d'argent a montré que:

- La Jordanie dispose d'un service de renseignement financier opérationnel, qui gère le régime du pays en matière de lutte contre le blanchiment d'argent;
- Bien que situé dans les locaux de la Banque centrale de Jordanie, le Service jouit d'un appréciable degré d'autonomie financière, administrative et opérationnelle. Il a son propre budget et son propre personnel; son directeur est nommé par la Commission nationale de lutte contre le blanchiment d'argent mais cette commission n'intervient pas dans le fonctionnement du service;
- Le Service a accès aux bases de données des autorités nationales compétentes et est habilité à demander aux institutions déclarantes et aux autorités compétentes les informations supplémentaires nécessaires à l'exercice de ses fonctions;
- Les inspections AML/CFT (lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme) sont menées par des organismes de réglementation. Divers règlements et ouvrages en la matière (sauf pour le secteur des assurances) ont été rédigés afin d'aider les institutions déclarantes à respecter les obligations contractées au titre du régime AML/CFT;
- Les statistiques pour les années 2008, 2009 et 2010 indiquent que 195, 150 et 190 opérations suspectes respectivement ont été signalées au Service de renseignement financier. Des mesures de sécurité adéquates sont prises pour garantir la sécurité de ces informations;
- Le Service de renseignement financier a envoyé à la Commission anticorruption 21 rapports en 2008 et 11 en 2009, mais les agents de la Commission n'ont pas pu confirmer ces statistiques lors de la visite de pays. La Commission n'a pas pu non plus confirmer si certains renseignements qui lui avaient été adressés par le Service avaient abouti à des poursuites et/ou condamnations;

- Une assistance technique est requise pour renforcer la capacité du Service de renseignement financier;
- Le fait que le Service de renseignement financier ne soit pas membre du Groupe Egmont limite les possibilités d'échange d'informations avec certaines cellules de renseignements financiers. Des efforts sont faits pour rejoindre le Groupe Egmont. Actuellement, le Groupe de la lutte contre le blanchiment d'argent du Service de renseignement financier a signé avec quatre pays des mémorandums d'accord sur l'échange d'informations. Ce groupe ne communique pas spontanément de renseignements aux autres cellules de renseignements financiers, il le fait sur demande;
- Le secret bancaire est levé dans les cas prévus par le droit bancaire. Chaque affaire est examinée séparément. La Banque centrale garantit, à cet égard, la coopération des entités soumises à son contrôle et sa supervision. Le Service de renseignement financier peut accéder à toute information qu'il requiert des entités déclarantes en vertu des lois sur la lutte contre le blanchiment d'argent;
- La Banque centrale peut appliquer une série de mesures graduelles afin de sanctionner les banques qui ne respecteraient pas leurs obligations, notamment des sanctions administratives telles que des avertissements avant le prononcé d'amendes et la révocation d'autorisations. Il semble qu'aucune sanction administrative n'ait été appliquée récemment. En cas de non-respect de la législation relative à la lutte contre le blanchiment d'argent, les procureurs sont informés pour qu'une procédure pénale soit déclenchée;
- Les règlements élaborés par la Banque centrale ont force de loi et entraînent l'application de peines car ils sont considérés comme des textes subsidiaires placés sous les lois principales;
- La Banque centrale est favorable à la perspective d'inspections conjointes avec le Service de renseignement financier pour que ce dernier puisse se concentrer sur les questions de lutte contre le blanchiment d'argent pendant qu'elle traite les questions générales de conformité;
- Dans le régime jordanien de lutte contre le blanchiment d'argent, les opérations en numéraire ne sont pas limitées. Pour une application effective de l'article 23 de la Convention des Nations Unies contre la corruption et de la loi relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et étant donné que l'argent liquide peut facilement faire l'objet de blanchiment, l'autorité jordanienne pourrait envisager de fixer un plafond aux opérations en numéraire et imposer le recours à des établissements financiers. Il faudrait en conséquence imposer que les opérations dépassant un certain montant passent par le système financier afin de permettre une vérification à rebours qui facilitera le travail d'enquête et de poursuites en cas de corruption.

Un élément clef d'une meilleure coopération entre les différentes autorités nationales qui participent à la lutte anticorruption est la création au sein de la

Commission anticorruption d'une base de données criminelles regroupant des informations de différentes agences. Une assistance technique est nécessaire pour sa création.

Les règles de compétence en matière pénale, telles qu'elles figurent dans le Code pénal, s'appliquent aux infractions liées à la corruption. La compétence de l'État est établie à l'égard des actes commis sur le territoire national, de ceux commis par des ressortissants jordaniens, ainsi que de ceux pour lesquels l'extradition est refusée pour des raisons de nationalité. Cependant, aucune information n'a été fournie aux examinateurs sur les autres fondements de compétence énoncés à l'article 42 de la Convention des Nations Unies contre la corruption. Les examinateurs ont, en outre, mis l'accent sur la nécessité d'un mécanisme visant à encourager les consultations entre les autorités compétentes de la Jordanie et des autres États, en cas de compétence concurrente à l'égard d'infractions de corruption, conformément à l'article 42-5 de la Convention des Nations Unies contre la corruption.

Dans l'ensemble, s'agissant des prescriptions de la Convention des Nations Unies contre la corruption relatives à la détection et à la répression, l'attention des autorités jordaniennes est appelée sur les suggestions complémentaires suivantes:

- Poursuivre les efforts en vue d'accroître la responsabilité du pouvoir judiciaire en appliquant de manière cohérente et rigoureuse tous les moyens juridiques et disciplinaires pour sanctionner la corruption;
- Poursuivre les efforts en vue de finaliser et de mettre en place une législation ad hoc sur la protection des témoins, des experts et des informateurs, et adopter et appliquer parallèlement des mesures administratives adéquates afin que cette législation produise des effets;
- Envisager la création d'un cadre détaillé et solide pour la confiscation d'avoirs non fondée sur une condamnation;
- Mettre à jour la législation existante de sorte qu'elle permette d'établir la compétence à l'égard des infractions de corruption avec plus de précision et de souplesse;
- Envisager la conclusion d'accords ou arrangements avec d'autres États pour que les autorités de détection et de répression de ces derniers puissent proposer des sanctions atténuées ou l'immunité de poursuites en échange d'une coopération étroite concernant des infractions de corruption.

Coopération internationale

En plus d'avoir été l'un des premiers pays arabes à signer la Convention des Nations Unies contre la corruption, la Jordanie a accueilli la première session de la Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption et rejoint le programme pilote d'examen volontaire de l'application de cette convention. La Jordanie joue aussi un rôle important dans l'Initiative sur la bonne gouvernance à l'appui du développement dans les pays arabes et dans son réseau visant à favoriser l'application de la Convention dans les pays arabes. Elle est également membre du Conseil des ministres de la justice des pays arabes, du Conseil des ministres de l'intérieur des pays arabes ainsi que du Programme concernant la gouvernance dans la région arabe. En outre, les examinateurs ont

qualifié de bonne pratique le fait que la stratégie nationale de lutte contre la corruption comporte une partie distincte sur la coopération internationale.

Extradition

L'extradition est régie par des accords bilatéraux avec d'autres pays, qui imposent que l'infraction soit incriminée à la fois dans les États requérants et dans l'État requis. Le paragraphe 2 de l'article 44 de la Convention des Nations Unies contre la corruption n'est pas appliqué en raison de l'application stricte du principe de la double incrimination dans les relations d'extradition, principe qui découle des accords bilatéraux ou régionaux. Une assistance technique sous la forme de conseils juridiques en vue d'adopter une approche plus souple à cet égard est nécessaire.

La loi sur l'extradition, promulguée en 1927, énonce les critères à suivre pour l'extradition des auteurs d'infractions, dont le seuil des infractions pouvant donner lieu à extradition (au minimum un an d'emprisonnement). Une révision de ce texte a déjà été amorcée.

Les informations rassemblées au cours de l'examen font ressortir que la Jordanie suit une politique de non-extradition de ses ressortissants et engage une action pénale sur son territoire en demandant des preuves à l'État requérant.

Dans le cadre des efforts faits par la Ligue des États arabes pour harmoniser les législations arabes, le Conseil des ministres de la justice des pays arabes a adopté la loi type arabe sur l'entraide judiciaire en matière pénale, qui pourrait servir de fondement juridique si les parties concernées en convenaient.

La Jordanie est également partie à l'Accord d'extradition de la Ligue arabe de 1952 et à l'Accord arabe de Riyad pour la coopération judiciaire de 1983.

La Jordanie a conclu des traités ou accords bilatéraux sur l'extradition et la coopération judiciaire en matière pénale avec la République arabe syrienne, le Liban, la Turquie, la Tunisie, l'Égypte, les Émirats arabes unis, le Yémen, l'Algérie, le Koweït et l'Azerbaïdjan.

Les autorités nationales n'ont pas encore informé le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de leur décision quant à l'utilisation de la Convention des Nations Unies contre la corruption comme fondement juridique pour l'extradition. Cette omission a été notée lors de la visite de pays. À un stade ultérieur du processus d'examen (septembre 2011), les autorités jordaniennes ont déclaré qu'une notification sur la position du pays à ce sujet serait envoyée en temps utile au Secrétaire général. Une commission ad hoc créée pour examiner cette question avait recommandé que la Jordanie utilise les accords bilatéraux et régionaux comme fondement juridique de l'extradition, plutôt que la Convention des Nations Unies contre la corruption.

D'un point de vue fonctionnel, le Bureau national d'Interpol, situé au sein de la Direction générale de la sécurité, est chargé de la coordination des aspects pratiques de l'extradition. Lorsqu'une affaire de corruption est de dimension internationale, la Commission anticorruption coopère avec le Bureau national d'Interpol.

Lorsque la Jordanie intervient comme État requis, le processus d'extradition peut prendre entre 12 et 18 mois. Cependant ce processus peut être accéléré si la documentation nécessaire est correctement soumise (4 mois maximum). Les

autorités jordaniennes ont souligné qu'elles auraient besoin d'une assistance technique dans ce domaine.

Entraide judiciaire

Avec l'incorporation de la Convention des Nations Unies contre la corruption dans l'ordre juridique interne de la Jordanie, les autorités nationales sont en mesure de faire droit aux demandes d'entraide judiciaire en vertu de cette convention. Généralement, l'entraide judiciaire se fonde sur des traités, mais il est arrivé qu'elle soit accordée même en l'absence de traité. Il n'y a aucun obstacle juridique à l'entraide judiciaire lorsqu'une personne morale est en cause.

Jusqu'à la visite de pays en mars 2011, la Jordanie n'avait pas communiqué au Secrétaire général le nom de l'autorité centrale désignée pour recevoir les demandes d'entraide judiciaire et, soit les exécuter, soit les transmettre aux autorités compétentes pour exécution. Après la visite, la Jordanie a informé l'UNODC par la note verbale IO.15/468 du 29 mars 2011 que "le Ministère de la justice est l'unique autorité responsable des demandes d'entraide judiciaire en matière de corruption". La désignation avait été faite par le Premier ministre en 2010 au moyen d'un acte écrit. Le Bureau des affaires juridiques de l'Organisation des Nations Unies en a été dûment informé.

Aux fins de la pleine application du paragraphe 14 de l'article 46, les autorités jordaniennes voudront peut-être envoyer une notification similaire sur la langue dans laquelle les demandes d'entraide judiciaire peuvent être acceptées, même s'il a été indiqué dans le contexte du processus d'examen que ces demandes devaient être soumises en arabe. À un stade ultérieur du processus d'examen (septembre 2011), les autorités jordaniennes ont signalé qu'une notification sur la position de la Jordanie serait envoyée en temps utile au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Il est presque certain que cette langue sera l'arabe.

La double incrimination est généralement exigée pour les demandes d'entraide judiciaire provenant de l'étranger. L'entraide peut être refusée en raison de la nature politique ou militaire des infractions concernées ou lorsque l'exécution de la demande pourrait porter atteinte à la souveraineté nationale ou troubler l'ordre public.

Toutes les demandes d'entraide judiciaire sont acheminées tant par l'autorité centrale que par les voies diplomatiques. Les demandes d'entraide fondées sur la Convention des Nations Unies contre la corruption sont rares (seulement deux en 2008). La procédure d'entraide judiciaire mise en place par la Direction de la coopération internationale du Ministère de la justice est publiée sur le site Web du Ministère en arabe.

Autres formes de coopération internationale

La Jordanie a signé des accords régionaux et bilatéraux relatifs au transfèrement des personnes condamnées, tels que l'Accord arabe de Riyad pour la coopération judiciaire et les accords bilatéraux avec Chypre et l'Égypte.

Les examinateurs ont fait observer que l'application de l'article 47 de la Convention des Nations Unies contre la corruption sur le transfert des procédures pénales pourrait être problématique étant donné l'absence apparente de cadre national

facilitant ces transferts, particulièrement dans le cas où le pays requérant n'est ni partie à la Convention des Nations Unies contre la corruption ni partie à un traité avec la Jordanie.

La Jordanie n'a pas conclu d'accords ni d'arrangements bilatéraux ou multilatéraux sur la coopération entre les services de détection et de répression. Toutefois, elle considère la Convention des Nations Unies contre la corruption comme le fondement de cette coopération pour les infractions qui y sont visées. Les difficultés rencontrées dans ce domaine incluent, entre autres, les faiblesses de la coordination interorganismes ainsi que le manque de capacités et de ressources pour l'application. En outre, la Jordanie n'a pas d'expérience pratique concernant les équipes conjointes d'enquêteurs.

En vue de garantir une meilleure application au niveau national des articles 48 et 49 sur la coopération entre les services de détection et de répression et les enquêtes conjointes respectivement, la Jordanie souhaiterait recevoir les types d'assistance technique suivants: synthèse des bonnes pratiques et des enseignements tirés; accord(s)/arrangement(s) types comme base pour la conclusion d'instruments bilatéraux; assistance technologique (mise en place et gestion de bases de données ou de systèmes d'échange d'informations par exemple); programmes de renforcement des capacités pour les autorités chargées de la coopération internationale entre les services de détection et de répression; et élaboration d'un plan d'action pour l'application. La Jordanie aurait également besoin d'une assistance technique pour évaluer l'efficacité des mesures adoptées pour établir ou améliorer les voies de communication avec les autorités, agences et services de détection et de répression d'autres États parties.

Les remarques suivantes visent à aider les autorités nationales à renforcer et à rendre plus efficaces les mécanismes de coopération internationale:

- Étudier la possibilité d'assouplir l'application de l'exigence de la double incrimination pour les infractions visées par la Convention des Nations Unies contre la corruption, conformément au paragraphe 2 de l'article 44 de la Convention;
- Veiller à ce que les infractions créées en application de la Convention des Nations Unies contre la corruption ne soient pas considérées ou identifiées comme des infractions à caractère politique, ce qui pourrait empêcher l'extradition de leurs auteurs;
- Ne pas relâcher les efforts visant à réduire au maximum la durée de la procédure d'extradition;
- Prendre rapidement des mesures, selon que de besoin, afin de clarifier si la Convention des Nations Unies contre la corruption peut être utilisée comme fondement juridique pour l'extradition;
- Envisager d'amender le cadre législatif national pour permettre plus expressément la fourniture d'une entraide judiciaire dans certaines circonstances, même en l'absence de double incrimination;
- Continuer d'étudier la possibilité de participer activement à des arrangements bilatéraux et multilatéraux avec des pays étrangers afin d'accroître l'efficacité de l'extradition, de l'entraide judiciaire, du

transfert de procédures pénales et d'autres formes de coopération internationale en matière pénale en mettant l'accent sur la coopération entre les services de détection et de répression et les enquêtes conjointes;

- Finaliser le processus de notification concernant l'utilisation de la Convention des Nations Unies contre la corruption comme fondement juridique de l'extradition et, dans l'intervalle, conclure des accords ou arrangements avec d'autres États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, ainsi qu'avec des États non parties à la Convention, afin de renforcer les mécanismes d'extradition

Sao Tomé-et-Principe

Système juridique

Sao Tomé-et-Principe a signé la Convention des Nations Unies contre la corruption le 8 décembre 2005 et l'a ratifiée le 12 avril 2006. Elle a déposé ses instruments de ratification auprès du Secrétaire général le 12 avril 2006. La loi d'application figure dans la résolution 37/VII/05, adoptée par le Parlement le 24 novembre 2005, et promulguée par décret présidentiel n° 5/2006. Le texte est entré en vigueur le 15 mai 2006, jour où il a également été publié conformément à l'article 13 de la Constitution, lequel dispose que les règles de droit international et les conventions internationales généralement acceptées, qui sont ratifiées par une loi du Parlement et entrent en vigueur, deviennent partie intégrante du droit interne de Sao Tomé-et-Principe. En théorie, les accords internationaux prévalent sur le droit interne, mais une loi d'application est nécessaire pour leur donner directement effet dans le système juridique national en vertu de l'article 37.1 de la Constitution.

Le Code pénal de 1886 contient la majorité des infractions créées par la Convention et est en cours de révision. La loi n° 8/2003 sur la soustraction simple, la soustraction qualifiée et la malversation et la loi 15/2008 sur la conversion, le transfert ou la dissimulation de biens ou de produits visent aussi à appliquer la Convention. Le Code de procédure pénale s'applique aux étapes de la procédure pénale relatives à l'enquête, aux poursuites et au procès.

Sao Tomé-et-Principe est un pays de droit civil, qui a hérité la plus grande partie de son système juridique du Portugal.

Des amendements au Code pénal ont été approuvés par le Parlement en 2009, mais le Président de la République y a opposé son veto. Le Ministre de la justice a informé les experts gouvernementaux que ce veto était dû à quatre questions techniques concernant des infractions qui n'étaient pas liées à la Convention. Le Ministre de la justice a aussi déclaré qu'un nouveau projet de loi pénale, tenant compte de ces quatre questions techniques, devait être présenté au Parlement cette année.

Conclusions générales

Le cadre législatif de Sao Tomé-et-Principe constitue une base pour l'incrimination d'actes visés par la Convention. Les amendements du Code pénal en cours d'examen et l'exécution du Programme de lutte contre la corruption du

Gouvernement, associés à l'application des recommandations des experts gouvernementaux, constitueront un cadre solide.

C'est le Ministère de la justice qui est chargé de la lutte contre la corruption en général. Le Groupe de la criminalité économique de la police judiciaire, créé à la fin de 2010, est appelé à devenir l'organisme de détection et de répression spécialisé dans la lutte contre la corruption et la criminalité économique. Quand il deviendra opérationnel, il jouera un rôle clef dans le renforcement du système de répression actuel du pays, principalement entre le Ministère de la justice, la police judiciaire, le Groupe du renseignement financier, la Cour des comptes et la Banque centrale.

La coopération internationale, dans le cadre de la Convention et dans les affaires de corruption en général, est quelque chose de nouveau pour Sao Tomé-et-Principe, qui n'a pas beaucoup d'expérience dans ce domaine. La coopération internationale a eu tendance à se limiter aux pays de la communauté lusophone. Mais Sao Tomé-et-Principe cherche à l'étendre à d'autres pays, principalement de la région. Elle est aussi membre d'INTERPOL.

Incrimination, détection et répression

Incrimination

Sao Tomé-et-Principe a un cadre législatif qui lui permet de donner à la plupart des actes visés par la Convention le caractère d'infractions pénales. Ces infractions figurent dans le Code pénal, la loi n° 8/2003 et la loi n° 15/2008. Un certain nombre d'amendements législatifs visant à modifier le Code pénal sont encore à l'examen. Ils couvrent de nombreux domaines et en particulier la corruption active et passive des agents public nationaux, l'abus de fonctions, la participation à des infractions de blanchiment d'argent ou la tentative de blanchiment, et permettraient d'augmenter le nombre d'infractions pénales considérées comme des infractions principales.

L'enrichissement illicite ne constitue pas une infraction distincte à Sao Tomé-et-Principe. Les limites imposées par la Constitution en matière de présomption d'innocence font obstacle à l'application de l'article 20 de la Convention.

L'examen a fait ressortir une bonne pratique concernant l'article 22 de la Convention (Soustraction de biens dans le secteur privé), à savoir qu'à Sao Tomé-et-Principe les peines prévues en cas de soustractions de biens seraient alourdies en fonction de la valeur du bien soustrait et davantage encore en fonction de la qualité dans laquelle a agi la personne ayant reçu les bien soustraits.

Tout en prenant acte des projets d'amendements proposés, l'équipe d'examen a conclu que des améliorations pouvaient être apportées dans certains domaines. Il est donc recommandé à Sao Tomé-et-Principe d'adopter des mesures appropriées aux fins suivantes:

- a) Ériger en infraction la corruption active des agents publics étrangers et des fonctionnaires des organisations internationales publique;
- b) Remettre des copies de ses lois contre le blanchiment d'argent au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'alinéa d) du paragraphe 2 de l'article 23 de la Convention; et
- c) Ériger en infraction l'entrave au bon fonctionnement de la justice conformément au paragraphe a) de l'article 25 de la Convention.

Pour ce qui est des dispositions facultatives de la Convention, Sao Tomé-et-Principe pourrait envisager de prendre les dispositions ci-après pour renforcer l'efficacité de ses mesures internes:

Ériger en infraction la corruption passive des agents publics étrangers et des fonctionnaires des organisations internationales publiques, le trafic d'influence tant actif que passif et la corruption active dans le secteur privé.

Détection et répression

Des dispositions relatives à la détection et à la répression figurent dans le Code pénal, le Code de procédure pénale, le Statut des fonctionnaires, la loi n° 5/2002, la loi n° 3/2003, la loi n° 8/2003 et la loi n° 15/2008. Les amendements qu'il est proposé d'apporter au Code pénal permettront de prévoir la responsabilité administrative et pénale des personnes morales et l'incrimination de la complicité.

Par sa loi n° 5/2002 Sao Tomé-et-Principe semble concilier la protection des droits des citoyens et la garantie de leur présence aux procédures judiciaires. La loi n° 3/2003 prévoit par ailleurs que toute période de probation accordée doit être équivalente au temps de détention, ceci afin de faciliter le processus de réintégration sociale. Le Statut des fonctionnaires énonce les procédures appliquées pour sanctionner un agent public accusé d'une infraction (à savoir une amende, une suspension ou un renvoi), et le Code Pénal autorise le juge à exercer son pouvoir discrétionnaire et à interdire à une personne condamnée d'exercer un mandat public. À cet égard, la Cour des comptes de Sao Tomé-et-Principe a aussi un important rôle à jouer en tant qu'organe unique en son genre ayant pour mandat d'examiner des questions portées à son attention par des institutions ou des particuliers, et qui peuvent concerner la corruption. La Cour n'a pas compétence administrative pour intervenir dans une affaire mais peut envisager des sanctions ou des actions de caractère disciplinaire, financier ou pénal. Il convient de noter, toutefois, qu'elle ne peut pas prononcer des condamnations ou infliger des sanctions pénales; s'il y a des raisons de penser qu'il y a eu activité criminelle, l'affaire doit être renvoyée aux tribunaux ordinaires par l'intermédiaire du service des poursuites. La Cour peut examiner toute question relevant de sa compétence (à savoir financière), et peut, à cet égard, lever aussi le privilège d'immunité. Il a en outre été confirmé que les membres du Parlement peuvent aussi perdre leur immunité fonctionnelle en vertu de la loi organique du Parlement, s'il existe des preuves concrètes et suffisantes de l'existence d'une infraction de corruption. Par ailleurs, le juge est libre de lever le secret bancaire en application du Code de procédure pénale. Enfin, le principe de réparation du préjudice est consacré dans le Code civil.

Le Groupe de la criminalité économique, récemment créé, doit devenir opérationnel et, pour que son action soit efficace, il doit être doté des moyens dont il a besoin pour exercer ses fonctions. Son personnel doit notamment bénéficier d'une formation et de ressources appropriées pour accomplir ses tâches. Il existe une coopération entre les autorités nationales. Ainsi, en vertu de l'article 16 de la loi n° 15/2008, le Procureur général doit être immédiatement informé de toute transaction suspecte. L'information peut venir de la Banque centrale, de l'Autorité de surveillance des jeux d'argent, de la Chambre des procureurs, de l'Inspection générale des activités économiques, de la Direction générale des notaires, de la Chambre des commissaires aux comptes et l'Association du barreau. Aucune référence n'a été faite, dans ce domaine, au rôle du Groupe du renseignement

financier. Ce groupe a été créé par loi n° 15/2008 et le décret n° 60/2009, mais ces deux textes ne sont pas harmonisés. Selon l'article 4 b) du décret n° 60/2009 le Groupe doit être d'abord informé d'une transaction suspecte puis en informer le Procureur général. Si les nouveaux amendements en cours de rédaction sont adoptés, la loi n° 15/2008 devrait aussi mentionner le rôle du Groupe.

Conformément à son Code pénal et son Code de procédure pénale, Sao Tomé-et-Principe a établi le principe de territorialité. Le 'principe de protection' énoncé dans la loi n° 15/2008 vise uniquement les infractions de recel et de blanchiment d'argent. Le Traité judiciaire conclu avec le Portugal a été cité pour donner un exemple de pays où Sao Tomé-et-Principe pourrait exercer sa compétence sur des infractions commises par un délinquant présumé se trouvant sur son territoire. En outre, le système juridique du pays établit le principe de légalité (*nullum crimen sine lege*) qui n'autorise une procédure pénale que lorsqu'une loi existante confère à l'acte visé le caractère d'infraction pénale.

Pour ce qui est des dispositions facultatives de la Convention, Sao Tomé-et-Principe pourrait envisager de prendre les dispositions ci-après pour renforcer l'efficacité de ses mesures internes:

- a) Exercer un pouvoir judiciaire discrétionnaire afférent aux poursuites judiciaires pour améliorer l'efficacité des mesures de détection et de répression;
- b) Mettre en place des procédures permettant de déchoir des personnes condamnées de leur droit d'exercer des fonctions dans une entreprise en partie détenue par l'État;
- c) Adopter des mesures, notamment législatives, pour renforcer le cadre existant pour l'article 31 de la Convention relatif au gel, à la saisie et à la confiscation;
- d) Promulguer une législation complète sur la protection des témoins et des personnes qui signalent des cas de corruption;
- e) Promulguer une législation prévoyant la possibilité d'alléger la peine d'une personne qui coopère de manière substantielle avec les autorités compétentes à l'enquête ou aux poursuites relatives à une infraction, et d'accorder l'immunité de poursuites à une personne qui apporte une coopération substantielle;
- f) Conclure des accords ou des arrangements avec d'autres États parties, lorsqu'une coopération entre les autorités de détection et de répression serait bénéfique; et
- g) Établir sa compétence sur les principes de personnalité (active et passive) et de protection, ainsi que dans les cas où l'auteur présumé d'une infraction se trouve sur son territoire et ne peut faire l'objet d'une extradition du fait qu'il est un de ses nationaux; consulter, selon qu'il convient d'autres États parties qui mènent une enquête ou ont engagé des poursuites ou une procédure judiciaire concernant le même acte, pour coordonner les actions.

Coopération internationale

Extradition

Sao Tomé-et-Principe se fonde aussi, pour les questions d'extradition, sur le traité judiciaire signé avec le Portugal concernant l'interdiction de l'extradition et sur la Convention d'extradition pour la Communauté des pays lusophones. Cependant, en vertu de l'article 37.2 de la Constitution, les accords internationaux doivent être directement applicables à Sao Tomé-et-Principe. D'autres traités d'extradition sont en cours de négociation avec l'Union africaine ainsi qu'au niveau sous-régional. En l'absence d'accord ou d'arrangement, l'extradition peut être examinée au cas par cas. En principe, la Convention pourrait aussi servir de base légale pour l'extradition, mais une telle possibilité n'a pas été notifiée au Secrétaire général de l'ONU et n'est pas exploitée dans la pratique.

En principe, les infractions visées par la Convention peuvent donner lieu à extradition dans le droit interne de Sao Tomé-et-Principe, sous réserve cependant de l'exigence de double incrimination. Mais étant donné que Sao Tomé-et-Principe n'a pas conféré le caractère d'infraction pénale à tous les actes visés par la Convention, cette exigence fait que certaines des infractions visées par la Convention ne peuvent pas entraîner une extradition. En outre, en vertu de sa Constitution, Sao Tomé-et-Principe n'extrade pas ses nationaux. Il a par ailleurs été impossible de déterminer si le Code de procédure pénale permettait la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires prononcées à l'étranger.

Il est recommandé que Sao Tomé-et-Principe adopte des mesures appropriées aux fins suivantes:

- a) Renforcer les efforts faits pour mettre en place une législation visant à donner effet dans la pratique aux accords et arrangements bilatéraux/multilatéraux présents ou futurs, et prévoir les conditions de fond et de procédure nécessaires, y compris la peine minimale requise;
- b) Appliquer le principe *aut dedere aut judicare*;
- c) Ne pas refuser une demande d'extradition au seul motif que l'infraction est considérée comme touchant aussi à des questions fiscales; et
- d) Consulter l'État partie requérant avant de refuser l'extradition.

Pour ce qui est des dispositions facultatives de la Convention, Sao Tomé-et-Principe pourrait envisager de prendre les dispositions ci-après pour renforcer l'efficacité de ses mesures internes:

- a) Faire de la Convention une base légale pour l'extradition ou bien encourager les autorités nationales à continuer de conclure des accords ou des arrangements bilatéraux et multilatéraux en matière d'extradition;
- b) Accélérer les procédures d'extradition et simplifier les exigences en matière de preuve; et
- c) Refuser l'extradition s'il y a de sérieuses raisons de penser que la demande a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne en raison de son sexe, de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son origine ethnique ou de ses opinions politiques, ou que donner suite à cette demande causerait un préjudice à cette personne pour l'une quelconque de ces raisons.

Transfèrement des personnes condamnées et transfert des procédures

La Convention sur le transfèrement des personnes condamnées entre les États de la Communauté des pays lusophones et la Convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre les États de la Communauté des pays lusophones réglementent respectivement les transfèrements des personnes condamnées et les transferts de procédures entre les pays de cette communauté.

Sao Tomé-et-Principe pourrait envisager de prendre les dispositions ci-après pour renforcer l'efficacité de ses mesures internes:

- a) Renforcer les efforts consentis pour mettre en place une législation visant à appliquer dans la pratique les accords ou arrangements bilatéraux et multilatéraux présents ou futurs sur le transfèrement des personnes condamnées;
- b) Conclure de tels accords ou arrangements bilatéraux ou multilatéraux avec des États ne faisant pas partie de la Communauté des pays lusophones; et
- c) Adopter une pratique, une politique ou une disposition régissant la possibilité de transférer des procédures pénales à des États ne faisant pas partie de la Communauté des pays lusophones.

Entraide judiciaire

Sao Tomé-et-Principe s'appuie principalement sur son Traité judiciaire avec le Portugal et sur un accord bilatéral avec l'Angola, ainsi que sur la Convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre les États de la Communauté des pays lusophones, qu'elle a signée mais pas encore ratifiée.

Il n'existe pas de disposition dans la législation nationale concernant la condition de double incrimination pour l'entraide judiciaire. Pendant la visite, cependant, il a été confirmé qu'une double incrimination était nécessaire. Sao Tomé-et-Principe n'a, à ce jour, ni présenté ni reçu de demande d'entraide judiciaire pour des affaires de corruption.

Pendant leur visite dans le pays, les experts gouvernementaux ont été informés que le Ministère de la justice était l'autorité centrale pour les questions d'entraide judiciaire. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies n'a encore reçu aucune notification à cet égard. Les demandes d'extradition et les informations y afférentes doivent être communiquées au pays par les voies diplomatiques. En cas d'urgence, les demandes d'entraide judiciaire et les communications connexes peuvent lui être adressées par l'intermédiaire de l'Organisation internationale de police criminelle.

Il est recommandé à São Tomé and Príncipe d'adopter des mesures appropriées aux fins suivantes:

- a) Renforcer les efforts consentis pour mettre en place une législation visant à appliquer dans la pratique les accords ou arrangements bilatéraux et multilatéraux présents ou futurs sur l'entraide judiciaire;
- b) Accorder l'entraide judiciaire la plus large possible lors des enquêtes, poursuites et procédures judiciaires concernant les infractions visées par la Convention, également dans les cas où une personne morale peut être tenue responsable;

- c) Respecter le caractère confidentiel de l'information reçue, et ne pas refuser l'entraide judiciaire en invoquant le secret bancaire;
- d) Fournir une assistance qui ne suppose pas de mesures coercitives, conformément au paragraphe 9 b) de l'article 46 de la Convention;
- e) Notifier au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies l'autorité centrale chargée des questions d'entraide judiciaire et la ou les langue(s) acceptable(s) pour Sao Tomé-et-Principe, conformément aux paragraphes 13 et 14 de l'article 46 de la Convention;
- f) Se conformer à la règle de la spécialité et veiller à ce qu'une demande contienne les conditions figurant au paragraphe 15 de l'article 46 de la Convention;
- g) Procéder à la consultation impérative avec l'État partie requérant avant de refuser une demande ou d'en différer l'exécution; et
- h) Assurer la protection des témoins, experts et autres personnes qui consentent à déposer.

Pour ce qui est des dispositions facultatives de la Convention, Sao Tomé-et-Principe pourrait envisager de prendre les dispositions ci-après pour renforcer l'efficacité de ses mesures internes:

- a) Ratifier la Convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre les États de la Communauté des pays lusophones et lui donner effet dans la pratique;
- b) Communiquer des informations concernant des affaires pénales à une autorité compétente d'un autre État partie en application des paragraphes 4 et 5 de l'article 46 de la Convention, et fournir à l'État partie requérant copie des dossiers, documents ou renseignements auxquels le public n'a pas accès;
- c) Ne pas affecter les obligations découlant de tout autre traité régissant ou devant régir l'entraide judiciaire, et ne pas poursuivre, détenir ou punir une personne transférée ou la soumettre à toute autre restriction de sa liberté;
- d) Utiliser la Convention comme base légale pour l'entraide judiciaire et le notifier au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies;
- e) Établir un cadre juridique complet autorisant le transfèrement à destination ou au départ de Sao Tomé-et-Principe des personnes dont la présence est requise en vertu des paragraphes 10 et 11 de l'article 46 de la convention ou bien autoriser une audition par vidéoconférence; et
- f) Produire un document sur les pratiques de traitement des demandes d'entraide judiciaire en ce qui concerne les coûts et les délais applicables de manière à mieux faire comprendre le processus aux institutions et organismes compétents.

Coopération en matière de détection et de répression

Sao Tomé-et-Principe s'appuie, pour la coopération en matière de détection et de répression, sur son Traité judiciaire avec le Portugal, sur la Convention d'extradition pour la communauté des pays lusophones et sur la Convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre les États de la Communauté des pays lusophones ainsi que par son statut de membre de certaines organisations, comme INTERPOL.

Il est recommandé à Sao Tomé-et-Principe d'adopter des mesures appropriées aux fins suivantes:

Renforcer les efforts consentis pour mettre en place une législation visant à appliquer dans la pratique les accords ou arrangements bilatéraux et multilatéraux présents ou futurs sur la coopération en matière de détection et de répression, en tenant compte des mesures énoncées au paragraphe 1 de l'article 48 de la Convention.

Pour ce qui est des dispositions facultatives de la Convention, Sao Tomé-et-Principe pourrait envisager de prendre les dispositions ci-après pour renforcer l'efficacité de ses mesures internes:

- a) Considérer la Convention comme base pour une coopération en matière de détection et de répression; et
- b) Prévoir une coopération directe entre ses services de détection et de répression et ceux d'autres pays, également par le recours à la technologie moderne.

Enquêtes conjointes et techniques d'enquête spéciales

Pendant la visite dans le pays, les autorités de Sao Tomé-et-Principe ont déclaré mener des enquêtes conjointes avec la Communauté des pays lusophones mais sans en indiquer la base légale précise. La police judiciaire est l'autorité responsable dans ce domaine.

En vertu du Code de procédure pénale, un juge peut autoriser le recours à des techniques d'enquête spéciales.

Pour ce qui est des dispositions facultatives de la Convention, Sao Tomé-et-Principe pourrait envisager de prendre les dispositions ci-après pour renforcer l'efficacité de ses mesures internes:

- a) Conclure des accords ou des arrangements sur les enquêtes conjointes et le recours aux techniques d'enquête spéciales et tenir compte de la question de la prise en charge des coûts y afférents au niveau international;
- b) Renforcer les efforts consentis pour mettre en place une législation visant à appliquer dans la pratique les accords ou arrangements bilatéraux et multilatéraux présents ou futurs sur les enquêtes conjointes et les techniques d'enquête spéciales, et en l'absence de tels accords ou arrangements procéder au cas par cas; et
- c) Prévoir un cadre définissant la portée de ce type d'enquêtes et les méthodes utilisées, y compris les livraisons surveillées.

Formation et assistance technique

Les défis auxquels est confrontée Sao Tomé-et-Principe sont d'une part les ressources limitées dont dispose le pays; d'autre part, certaines particularités et l'inadéquation des textes normatifs existants, tels que les lois et règlements; et enfin les priorités conflictuelles du pays.

Les principales priorités de Sao Tomé-et-Principe en matière d'assistance technique sont le renforcement des capacités institutionnelles et un appui sur le plan législatif. S'agissant du premier domaine on peut citer l'élaboration d'un plan d'action pour l'application de la Convention, une aide sur place et des programmes de

renforcement des capacités pour les autorités chargées d'appliquer la Convention. Pour ce qui est du second domaine, il s'agirait de lois et de traités types, d'une aide à la rédaction de textes législatifs et de conseils sur les questions juridiques. Des membres de la Communauté des pays lusophones, principalement le Portugal et le Brésil, fournissent une assistance technique, mais qui n'est pas centrée sur l'application de la Convention.
